



Le jeu du puzzle, reconstitutions et démembrements

Histoire des idées

La connaissance
comme un puzzle
à reconstituer

Pages 2 et 3

Question piège

Emmanuel Macron
peut-il reconfigurer
la scène politique ?

Pages 6 et 7

Amanite phalloïde

La marche de Poutine,
entre la Russie rouge
et la Russie blanche

Page 6

Chien d'aveugle

Vuitton Foundation
groping for change
in the art market

Page 8



Tribune Tourner à droite, mais laquelle ?

La sphère politique est dans tous ses états. À gauche comme à droite les partis avancent au rythme des primaires sur la route de l'élection présidentielle. Le coup d'envoi de la primaire de la droite a été donné le 21 septembre dernier, mais où en sommes-nous ? Plus précisément, où en est la droite ? Alors qu'en début d'année, Denis Tillinac signait un essai convaincant sur l'essence même de la droite française, *L'Âme française*, des constats sont à faire. La remontée dans les sondages de Nicolas Sarkozy ainsi que la présence médiatique des caciques des Républicains nous laissent penser que la droite devrait occuper le devant de la scène politique ces prochains mois, mais nous sommes loin de cette réalité. Il est aujourd'hui évident que la droite a perdu de vue ses racines. Des racines ancrées dans le souvenir de la monarchie, de l'aristocratie, dans l'histoire et la littérature nationales, comme une somme d'exploits et de héros prêts à mourir pour leur idéal. La mémoire de la droite est morte tandis que ses dirigeants se sont contentés, ces trente dernières années, de se réfugier dans les chiffres de la croissance économique et de la gestion immobilière ainsi que dans la diplomatie internationale. Ce camp de la droite a besoin de l'ardent amour de ce que fut la France. Les électeurs en ont besoin ne serait-ce que pour se raccrocher à quelque chose lorsque leurs représentants perdent pied. Que cessent un temps les vaines promesses.

ROBIN N. LEWIS

PUZZLE : ce mot, emprunté à l'anglais (embarras, énigme), désigne un jeu de patience composé d'un grand nombre de pièces à assembler, puis un ensemble visuel fait d'éléments disparates. Par dérivation, ensemble à reconstituer par un raisonnement logique. Voir le Préambule de *La Vie mode d'emploi*, de Perec.

L'enseignement de l'Histoire doit-il rester hors du politique ?

L'enseignement de l'Histoire a ceci d'évident : il présente des enjeux politiques. La discipline aborde en effet nécessairement des questions d'identité, de mémoire, et de sentiment d'appartenance nationale. Est-il pour autant judicieux de faire de la discipline un outil politique ? Avec des enjeux opposés tels que la formation d'un

esprit critique de l'élève au moyen d'une science historique, ou à l'inverse, la formation opportune d'un citoyen au moyen d'une légère manipulation chronologique, la question se pose. Si l'enseignement de l'Histoire ne peut sortir du champ politique, reste à savoir quel rôle doit lui être attribué. **Lire le débat aux pages 4 et 5.**

Interview de Guillaume Le Quintrec, professeur d'Histoire au lycée Fénelon, et concepteur de manuels scolaires chez *Nathan*, à la page 4.

Interview de Thomas Laval et Antoine Chudzik, président et vice-président du Front national Sciences Po, tous deux conseillers régionaux, à la page 5.

ÉDITORIAL

Bout de carton (rouge)

Le constat est là. Rien ne s'accorde. Tout s'éparpille. Mois après mois, la sphère politique française se morcelle, toujours de plus belle, tandis que son peuple s'inquiète, s'agresse, s'opprime. De quoi être optimiste. Habités à tout rationaliser et prévoir, nous tombons des nues lorsqu'un événement inattendu s'actualise, qu'une décision voulue progressiste rencontre un frein libéralo-socialiste, ou encore qu'une explosion terroriste tonitruante. Bref, à chaque fois que l'image que l'on projetait sur notre environnement ne coïncide pas avec la réalité, les cloches de la désillusion retentissent. Les leurres inhérents à l'idéalisation sont connus de tous, et pourtant, il paraît nécessaire de les réactualiser ici. Pourquoi ce choix vieux-jeu ? Car il semble qu'il faille appréhender notre environnement différemment. Aujourd'hui, la tendance est à croire que nous sommes les maîtres

de notre destin. Tous, pensons que par des choix stratégiques nous parviendrons à composer l'image qui nous correspond, à nous comme à notre pays. Mais nous oublions que la réalisation de ces projets ne dépend pas entièrement de nous. C'est pourquoi nous devons prendre conscience que nous agissons à partir d'éléments prédéterminés, à partir de pièces pré-découpées par un auteur inconnu qui prend les noms de Dieu, de Nature, de gros Bang, ou de Ravensburger®. On l'aura compris, en vue de ne pas se décomposer face à l'actualité, il serait bon de s'identifier au joueur de puzzle. A celui qui, limité, ne fait que manier des pièces pour former une image qui ne lui appartient pas. Envisagée sous cet angle, l'actualité paraît moins agressive, son analyse, plus savante et moins dramatisante. C'est dans cette optique que ce mois-ci *La Gazelle* met en perspective la politique de Poutine, qu'elle dés-hystérise la loi Travail, et qu'elle cherche à redonner une valeur historiographique aux Idées. Alors, chers lecteurs, bientôt joueurs, à vos lunettes !

Victoire Barbin Perron



Roman Cadre

Par-delà la loi : l'histoire d'un ministère

Depuis le projet de loi El Khomri, des mouvements ont cherché à retirer ou à imposer ce texte controversé. Dans un dossier si complexe, il serait judicieux de se remémorer les raisons qui ont abouti à l'élaboration du Ministère du travail et de la prévoyance sociale en 1906.

• ALEXANDRE FERREIRA WIATROWSKI •

Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir », disait Aimé Césaire. En remontant à la genèse d'un ministère comme celui du travail, on constate une transformation idéologique majeure en son sein, une direction nouvelle empruntée il y a trente ans, faisant basculer une administration indépendante et protectrice dans un fonctionnement collaborant parfaitement avec l'économie.

Le 10 mars 1906, entre Courrières et Lens, 1 664 mineurs descendent dans les fosses. Quelques minutes plus tard, une déflagration ébranle le puits n°4 qui balaye tout sur une distance de 110 kilomètres. On l'appelle la catastrophe de Courrières ; elle est la plus meurtrière de l'histoire des mines en Europe, et son bilan final s'élève à 1099 morts. Elle a transformé notre vision du droit. C'est depuis cet événement (et par les journaux qui, pour la première fois, ont sur-médiatisé un drame) que le terme de rescapé qui est la forme wallonne ou picarde de réchappé, est populaire.

Le 14 mars 1906, quatre jours après l'explosion, l'ancien ministère du Commerce évolue pour devenir le ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail. À ce jour, le bilan s'élève à 429 morts et s'alourdit puisque la préservation du gisement prime sur la recherche des rescapés. Un vent de contestation se lève parmi les familles des disparus. Le 30 mars, 13 rescapés s'échappent de la mine par leurs propres moyens. Ce miracle attise les mouvements sociaux contestataires, qui s'étendent désormais aux bassins miniers français et belges. La situation pousse George Clémenceau à envoyer environ 20 000 soldats et gendarmes sommant les mineurs de reprendre leur poste. Une telle pression fait plier le gouvernement et cette révolte débouche vers l'obtention d'une loi sur le repos hebdomadaire, votée le 3 juillet.

Le 25 Octobre 1906 est créé le ministère du Travail et de la prévoyance sociale. Le travail est désormais détaché de l'économie, de l'industrie et du commerce. Le droit gagne en indépendance. On lui confie la mission d'établir les règles du travail, qui constitueront par la suite le Code du Travail.

Le droit du Travail, un demi-siècle d'avancées sociales

La guerre renverse une partie des droits acquis, que l'on rend adaptables à l'économie de guerre. Dès août 1914 le temps réglementaire du travail augmente et le repos hebdomadaire se voit supprimé. Paradoxalement, cette période marque un développement spectaculaire du paritarisme et de là, une nouvelle manière de voir les rapports de forces dans l'entreprise. La culture du compromis est un héritage de cette époque. C'est l'inauguration des accords collectifs et de branches, qui seront systématisés en 1936, année durant laquelle une nouvelle grève éclate, dès l'arrivée au pouvoir de Léon Blum. Les grévistes revendiquent alors une place nouvelle au sein de l'entreprise. Les accords de Matignon signent l'obtention des congés payés et la semaine limitée à 40h de travail. Jusque là le ministère tient son rôle : la condition des travailleurs est une priorité. La place que tient ensuite l'administration durant la

seconde guerre mondiale représente une parenthèse historique dont on ne gardera rien. En 1950, à l'initiative des syndicats, les négociations peuvent intervenir à tout moment et à tous les niveaux, sur les salaires par exemple. À partir des années 1980, le dialogue social entame une mutation et redistribue différemment les pouvoirs. Jean Auroux, ministre délégué auprès du ministre des Affaires Sociales, chargé du Travail, fait promulguer une loi relative à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail le 13 novembre 1982. Ainsi, la négociation des salaires se limite à un rendez-vous annuel et n'aboutit que très rarement à des accords favorables. Le ministère conçoit un dialogue au sein duquel la marge de manœuvre des syndicats de salariés se réduit.

Le ministère du Travail est-il noyauté par celui de l'Économie ?

Bien qu'existant sans être clairement nommé, voilà qu'en 1995, le terme de dialogue social est employé pour la première fois dans la désignation du ministère du Travail par le gouvernement Juppé I. Le dialogue avance vers une négociation toujours plus limitée vis-à-vis des travailleurs syndiqués. La loi sur la démocratie sociale de 2008 introduit une notion d'accord majoritaire, non plus pour s'opposer à un accord, mais pour le valider.

Le tout nouveau ministère du Travail et du Dialogue social accueille dans ses locaux Mme Myriam El Khomri. Elle décide de réviser le code du travail et poursuit l'opération entamée depuis 1982. La loi Travail nous annonce un renforcement des accords d'entreprises, bien que ceux-ci soient déjà fortement présents depuis les années 1990 et rarement favorables aux salariés lorsqu'il est question d'améliorer les conditions de travail, ou les salaires. Les accords d'entreprises doivent être plus favorables que ce que prévoient les conventions collectives, qui elles-mêmes ne peuvent être moins favorables que le code du travail. C'est ce dernier que le dialogue social assouplit. Ce mouvement de « flexibilisation » montre une dissolution du socle de droit commun et une fragmentation des règles, lieu de travail par lieu de travail. L'accord d'entreprise tend à prendre le dessus sur celui de branche, et l'arbitre qu'est l'État se retire progressivement.

« Notre ambition consiste à concilier, en permanence, progrès social et progrès économique. » Ces paroles ont éveillé quelques interrogations quant au rôle que doit jouer le ministère du Travail. Serions-nous revenus à une époque où le commerce et le travail avançaient main dans la main, peu de temps avant que George Clémenceau ne décide, sous la pression sociale, de les scinder en deux administrations distinctes dans le but de consolider les intérêts du travailleur ? Le ministère du travail serait-il, de façon pernicieuse, noyauté par celui de l'économie ? « Oui, nous voulons, avec Emmanuel Macron, le ministre de l'Économie, permettre aux entreprises de mieux anticiper les conditions de rupture des contrats de travail. »

Tous les pays membres de l'Union ont dû réformer leur droit du travail afin de faciliter

les licenciements. De fait, le chômage diminue, puisque l'embauche précaire augmente. Le grand troc des contrats de travail se met en marche. Pourquoi la France devrait-elle y échapper ? Elle se met à niveau, et réforme son code. Dans un monde globalisé sur le plan économique, le droit doit l'être, du moins à l'échelle européenne. Le projet politique commun, au sein duquel notre pays aurait dû servir de modèle d'un point de vue social, se voit au contraire ramené à des schémas moins protecteurs vis-à-vis des salariés sous couvert de compétitivité. Qui des salariés ou des entreprises sont mis en concurrence ?

En 1906, à sa création, le ministère était celui du travail et de la prévoyance sociale ; hors périodes de guerre, il a toujours porté ce nom, signe visible de son enrichissement durant près d'un demi-siècle. Vient ensuite le tour du ministère du travail et de la sécurité sociale, jusqu'à l'avènement de la Ve République, qui introduit progressivement l'idée de relations sociales, ou d'affaires sociales, prémices du dialogue entre entreprises et salariés. Aujourd'hui, il est celui d'un nouveau « dialogue » social. Tout est affaire de sémantique. Un dialogue ne se faisant qu'avec au minimum deux interlocuteurs, c'est avec l'économie que la conversation est engagée, probablement au détriment des travailleurs.



Alexia Charouf

Les pièces manquantes de la connaissance

• ELSA SONNTAG •

La déconstruction du savoir a abattu ce que l'on peut appeler, selon la terminologie kantienne, les « Idées régulatrices ». Ce sont ces grandes idées telles que le Vrai, le Bien, l'Être, ou même le Politique, la Liberté, qui sont des notions sur lesquelles s'appuie notre rapport au réel et notre rapport à la connaissance. Dire qu'une idée est déconstruite, cela signifie qu'elle a perdu sa substance ontologique (c'est-à-dire sa propriété d'exister réellement hors de notre entendement, ce que nous lui prêtons en fin de compte par le simple fait d'y croire). Dès lors, sans plus de substance ontologique, l'idée git du côté des nombreuses inventions humaines.

L'artifice étant démasqué, on a tôt fait de relayer ces notions hors du champ de notre entendement. Cette tendance se situe autant du côté du rapport à la connaissance que de celui du rapport au monde le plus concret et individuel. Dans les deux cas, l'idée régulatrice orientait ce même rapport ; dans les deux cas sa déconstruction les discrédite, et de fait discrédite tous les questionnements ayant pu porter sur sa substance ontologique. En effet, une fois la Liberté déconstruite, cela n'est plus très sérieux de se poser la question « Qu'est-ce que la Liberté », le « Qu'est-ce » envisageant de fait une substance. Il n'y a guère plus que des dissertations de philosophie complètement anachroniques données au lycéen pour le faire encore !

Cet état de choses est frappant en ce qui concerne la plus grande idée régulatrice de l'histoire humaine, l'idée de l'Un. Elle se cris-

tallise dans le poème antique de Parménide (IV - Ve siècle avant notre ère). Parménide introduit l'idée de l'Un, à travers l'être, qui est impérissable, tranquille et sans fin. La métaphysique tout comme les croyances historiques ont pris cette notion pour point de départ, n'ayant de cesse de lui donner des formes multiples ; Dieu, l'Esprit, le Dasein, etc. Mais toujours cette idée régulatrice, passant de main en main, est remplie ontologiquement. On lui prête une existence, une substance, par le fait d'y croire. Néanmoins le savoir n'échappe pas à son auto-déconstruction. Au cours des deux derniers siècles, avec Nietzsche, puis les structuralistes, cette idée se voit vidée de sa précédente substance ontologique. Voilà que les représentations n'ont plus aucune réalité ! Nous lisons Parménide comme un des constructeurs de la notion d'Un, et enterrons l'intérêt de se poser la question : « Qu'est-ce que l'Un ? »

Discerner les pratiques sans discerner les idées paraît compliqué

En ressort un schéma de trois grandes lignes de développement d'une idée. D'abord, son apparition. Puis, sa déification (où elle est remplie d'une substance). Enfin, son désenchantement (où elle est désubstantialisée). Tout naturellement, après la déconstruction de l'idée, il paraît si aberrant d'avoir pu y croire, d'avoir pu lui prêter une substance, que l'on n'arrive même plus à la concevoir. Il ne nous reste que la forme de l'idée, assimilée à une de ces éternelles



croyances que l'humanité a engendrées. Notre cynisme ne retient que cette vague forme tout en jetant aux oubliettes son ancien contenu, celui que nous avons déconstruit, celui qui n'est plus concevable, qui s'évanouit hors de notre raison. De ces multiples idées nous ne pouvons distinguer que les mots, n'ayant plus aucune prise sur leurs différences respectives de substance. Il est par exemple assez facile de passer de la déconstruction de l'idée de République à son inconcevabilité. Une fois que la République est pensée comme un mythe, il n'y a vite plus de place dans notre esprit pour concevoir la réalité qu'elle rencontre. La République devient ce mot, semblable à un mot étranger que nous ne comprenons pas : nous ne pouvons au final rien dire de plus... que c'est un mot. Ah si ! Un mot est une invention humaine. Bien sûr, cette absence de discernement entre les idées s'accommode si bien du relativisme qu'elle ne semble pas poser de problème au premier abord. Cependant, dès lors que nous nous tournons vers une tentative de compréhension de notre époque, de nos manières de vivre et de penser, nous échappent totalement les clés précieuses que sont les logiques induites par telle idée, et non par une autre. Discerner des pratiques sans discerner les idées qui se jouent derrière paraît compliqué.

En effet, durant la période (souvent plusieurs siècles) où cette idée avait une consistance ontologique, elle avait un impact concret et historique sur la pratique du savoir et sur la pratique de l'état culturel. Elle s'est inscrite en habitudes, en rites, qui se transmettent. Ainsi, qu'une idée perde de sa consistance ontologique, que plus personne n'y croie ni même ne la conçoive, cela n'empêche aucunement que ses effets historiques subsistent et se transmettent implicitement ! Ce n'est pas parce que quelqu'un ne croit plus en l'idée de République, qu'il a arrêté de se comporter selon elle. Qui

plus est, il est impossible de saisir pleinement ce comportement, ces manières de vivre, de penser, en somme, ces effets historiques, sans l'idée qui les a orientés. On ne saurait comprendre leur logique intrinsèque, celle-ci étant reliée à la substance de l'idée. N'étudier que les effets sans leur idée originaire ne peut déboucher qu'à une différenciation de surface entre tous ces effets, et donc à une fragmentation des savoirs dont l'unité nous échappe, ainsi qu'à l'étude des parts de réel ultraspécialisées, et ne cherchant surtout pas à en sortir. En effet, comment voir un rapport entre microéconomie, sociologie du travail et analyse des politiques publiques sans avoir l'idée de rationalisme ? Et pourtant ces différents comportements ou activités étudiés n'acquièrent tout leur sens que lorsqu'ils sont reliés entre eux, et ramenés sous la même étude qui a percé leur commune origine. Perdre l'idée qui les unifie, c'est perdre la meilleure prise intellectuelle, le meilleur outil conceptuel, et risquer de laisser de nombreux effets hors du champ du questionnement.

Dès lors, envoyer une idée hors du questionnable, jusqu'à son oubli, après que celle-ci a été déconstruite, comme si elle n'existait plus, a deux conséquences : une hyper-spécialisation dans le domaine du savoir, renonçant à la mise au jour de logiques historiques ; une étrange amnésie vis-à-vis de l'origine de nos propres comportements. Il s'agit par conséquent d'une perte réelle de possibilité de remise en question du rapport au monde. Vider une idée de sa substance ontologique ne signifie pas qu'il faille l'oublier ; il s'agit au contraire de la contextualiser de nouveau historiquement, de lui accorder l'existence qu'elle a eue et qui a impacté le réel. Seule une rigoureuse histoire de ces idées peut nous donner une prise concrète sur nos manières de penser et de vivre. Nous oublions trop vite que notre histoire a une certaine cohérence, des logiques provenant de mêmes idées. ✎

En Colombie, la paix éclate

• LUCIE TRUCHETET •

Il est tentant, dans un nouveau pays, de se laisser aller à la traduction, celle du sensible. Nous essayons de transposer notre ancien quotidien à cette nouvelle réalité, de trouver par tous les moyens une correspondance exacte. Ce travail est impossible puisqu'il constitue un refus de s'adapter, et serait même indécent s'agissant des problèmes profonds tels que la violence ou la politique d'un autre pays. Pour comprendre des phénomènes actuels, tels que l'ampleur de la guerre civile colombienne et du traité de paix entre les FARC et le gouvernement, qui sera bientôt porté au plébiscite, il faut s'intéresser, à ce morceau de l'histoire de la Colombie, dont la cause explique aussi de nombreux autres phénomènes sociaux, sans savoir vraiment où commence l'affrontement.

La plupart des historiens placent l'origine du conflit dans les successives guerres civiles entre les libéraux et les conservateurs, qui prennent fin lors de la constitution du Frente Nacional en 1957, où ces deux partis s'unissent sous un même front afin d'arrêter la violence qui règne depuis dix ans. Certes, il met fin au conflit, mais le Frente Nacional réduit à néant le pluralisme politique. Il fonctionne sur une alternance du pouvoir entre libéraux et conservateurs où tout autre parti est exclu. C'est à partir de ces guerres civiles et des injustices qui en sont générées sur la population, que naît la période des années 1950-60 appelée La Violencia. Durant cette période, de violents affrontements entre libéraux et conservateurs sur le territoire rural et contre les paysans apparaissent et les premières guérillas se forment, d'abord comme de simples résistances paysannes.

Au-delà des questions politiques, il existe un facteur territorial crucial : la Colombie trouve la source de sa guerre civile dans un territoire profondément morcelé, bien avant l'éclatement des rivalités. Durant toutes ces années de conflit, on constate que l'État colombien n'est jamais parvenu à exercer un contrôle total sur son propre territoire, incapable de le répartir entre les membres de la population. Dès lors, d'autres figures de pouvoir, érodant le monopole de la violence physique légitime de l'État, vont se développer, tels que les guérillas ou les paramilitaires. Dans la région du sud de Tolima, les FARC naissent de la résistance au colonialisme des terres et ne constituent d'abord qu'un réseau de paysans qui s'arment pour défendre leur gagne-pain, évoluant plus tard en une véritable guérilla grâce à des formations sociales construites tels que les syndicats ou, plus tard, le Parti communiste.

Le territoire morcelé, l'appropriation de la terre par différentes entités (État, paysans, communautés) demeure un enjeu fondamental pour parvenir à résoudre la violence qui a nourri la

guerre civile. Lorsqu'on se penche sur l'accord de paix, on s'aperçoit que dans les cinq points qui le constituent résonnent les mots de « *enfoque territorial* » (approche territoriale) et de réconciliation du territoire. On pourrait presque parler « des territoires », comme l'expression de la conscience d'un manquement profond de l'État dans sa capacité à réunir territoire et populations. Ces cinq points réunissent des aspects et des ambitions très différents quant à la réconciliation de ce morcellement. Le premier point concerne la politique de développement agricole intégral, le second la question de la participation politique, le troisième celui de la fin du conflit, le quatrième la solution au problème des drogues illicites et le cinquième la reconnaissance des victimes et la mise en place d'une justice transitionnelle. Chacun de ces points est à la fois essentiel pour résoudre le conflit, et très controversé. Tous portent la marque de la négociation, comme le second point qui permet aux FARC de constituer un parti politique reconnu légalement et de le présenter aux élections, ou encore celui des drogues illicites qui doit mettre fin à la culture de la drogue et au narcotrafic.

Buenaventura est un parfait exemple de l'ingérence de l'État et du problème des politiques publiques mises en place vis-à-vis des communautés et de la population. Il y a plusieurs années, le port a été vendu à des investisseurs privés. Alors qu'il était un bien commun et qu'il constituait le revenu principal de la population, le but économique aujourd'hui poursuivi est celui de son agrandissement au profit des investisseurs privés. Cela s'accompagne du déplacement des personnes à l'intérieur de la ville et de la perte de leur ressource de vie, la pêche. Cet exemple de Buenaventura incarne différents problèmes de la Colombie : son statut de pays en développement le pousse à prendre des mesures pour augmenter la compétitivité, comme dans le cas de la modernisation du port, souvent aux dépens de la population. C'est également une ville qui a reçu de nombreuses populations réfugiées, quand parallèlement les différents quartiers ne sont pas soudés et ne peuvent résister ensemble au problème d'expulsion que provoque l'agrandissement du port. L'émotion autour du conflit et de l'accord de paix est palpable ici à chaque instant. Il est fascinant d'assister à une conférence sur le conflit donné par le Padre De Roux, acteur important dans le milieu de l'aide aux victimes du conflit, et de n'y voir, non pas un savoir théorique y être délivré, mais plutôt une succession d'histoires profondément choquantes issues de la guerre civile : le manque de recul est encore total de la part de la population. L'accord, flou dans son application, irrégulier en de nombreux points, parviendra-t-il à trouver une solution au conflit si le plébiscite obtient un Sí majoritaire ? ✎

L'éternel retour du mythe

• Augustin Langlade •

S'il est possible que les Grecs aient cru à leurs mythes, pour nous, il n'est même plus question de nous partager sur un double plan de croyances. Des mythes, nous n'en avons pas. Nous avons peut-être des croyances, une métaphysique, personnelle ou collective, nous avons des imaginaires, des récits, des fables, des contes, mais le mythe, lui, semble nous avoir désertés par les oreilles. Ce n'est plus de peintures irrationnelles que nous superposons le monde, en décalquant ici et là des foyers de sacré, ce n'est plus dans l'ambivalence du surnaturel et du profane que nous désamorçons la cause de l'univers, aujourd'hui, que l'Histoire soit linéaire ou qu'elle ait quitté les planches, nous savons que toute chose existante est accessible à la pure rationalité. Ce n'est qu'une question de temps et de moyens. Cependant,

nous continuons de gonfler nos esprits d'histoires fausses, nous continuons de répéter sans lassitude des structures, des histoires, des formats et des genres qui existaient avant nos aïeux, nous continuons d'alimenter notre fascination par des symboles, d'admirer des héros, de les suivre, de broder indéfiniment sur les mêmes métiers. Il y a un vice de forme. Dans cette panoplie culturelle à disposition, histoire, psychologie, arts, toutes littératures confondues, n'y a-t-il pas quelques morceaux choisis qui constituent un embryon de mythologie ? Est-il impossible d'imaginer que nous partageons des mythes, sans nous en apercevoir distinctement ? Le mythe, devenu agrément ou imitation, est-il mort de sa belle mort ?

Retrouvez l'article intégral sur www.lagazelle.net

« L'Histoire, ce n'est pas la Mémoire »

GUILLAUME LE QUINTREC est professeur d'Histoire en classe préparatoire au lycée Fénelon. Il est aussi directeur de collection aux éditions Nathan, où il rédige des manuels d'Histoire pour les classes de lycée.

Quel est le but premier de l'apprentissage de l'Histoire ? La neutralité doit-elle être une valeur absolue de son enseignement ?

Guillaume Le Quintrec : L'Histoire cultive. Son enseignement consiste à donner aux élèves des connaissances précises sur les civilisations passées. Ainsi sont-ils à même de s'identifier à la construction chronologique de leur environnement régional, national, ainsi que supranational. Car l'Histoire consiste aussi, bien entendu, à découvrir d'autres cultures, et à s'ouvrir au monde. La visée de la discipline s'arrête là. Selon moi, l'Histoire ne sert pas à former des citoyens, sauf si l'on considère que le recul historique participe à la formation d'un esprit critique - critère fondamental à la définition du statut de citoyen. L'Histoire devrait être aussi neutre que les mathématiques, mais c'est sans doute impossible, puisqu'il y a de nombreux biais. En revanche, par principe, l'Histoire doit s'inscrire totalement hors de la politique, hors d'une ligne officielle qui nous ferait tomber purement et simplement dans la propagande.

Le but des programmes est de suivre l'évolution de la science historique

En France, l'élaboration des programmes scolaires suit un protocole strict. Comment ces programmes sont-ils sélectionnés, qui les fait et selon quelle logique ?

Les programmes scolaires sont conçus par des historiens et des géographes, sous le discret contrôle de l'Éducation nationale. Le but de leur élaboration est de suivre l'évolution de la science historique, plutôt que de répondre aux commandes politiques. En France, heureusement, les programmes échappent le plus souvent à des injonctions politiques.

Peut-on noter une évolution de l'approche historique depuis le XIXe siècle ?

Oui. Il y a une volonté, dans les programmes récents de collège et de lycée, d'ouvrir l'Histoire à des civilisations non-européennes telles que les civilisations africaines, par exemple. Cela a été beaucoup contesté par certains, lesquels pensaient schématiquement, que l'on enseignait l'Afrique au lieu d'enseigner Jeanne d'Arc. Ils ne comprenaient pas que des civilisations africaines puissent ap-

paraître dans le programme d'Histoire en France. Il me semble que la curiosité extra-nationale est une très bonne chose. Il est primordial que les Français aient une vision globale et n'apprennent pas seulement l'histoire de leur pays.

Dans quelle mesure l'enseignement de l'Histoire peut-il être considéré comme un acte politique ?

Il l'est nécessairement. Enseigner l'Histoire dignement, c'est-à-dire en toute liberté, contribue forcément à la formation d'esprits libres. C'est pour cette raison que selon moi, enseigner l'Histoire est un acte politique au sens le plus noble. Néanmoins, la discipline est très souvent instrumentalisée politiquement, et ce, car on confond à tort l'Histoire et la mémoire. Notez bien ce point : l'Histoire, ce n'est pas la mémoire. L'historien n'est pas là pour transmettre une mémoire officielle. Il est là pour essayer de s'approcher au plus près de la vérité historique. C'est d'ailleurs pourquoi je me méfie du principe de lois mémorielles, qui induit une forme de confusion entre mémoire et Histoire. En revanche, on peut se réjouir d'observer, depuis quelques années, l'apparition d'étude de l'Histoire de la mémoire dans les programmes. On y étudie « Les mémoires de la seconde guerre mondiale », ou encore « Les mémoires de la guerre d'Algérie ». Et c'est là que l'on touche au véritable travail de l'historien : on explique, on cherche à savoir comment, par exemple, la mémoire de la guerre d'Algérie a pu évoluer au fil du XX^e siècle. Un travail qui s'éloigne du rôle de transmetteur de je-ne-sais quelle mémoire officielle.

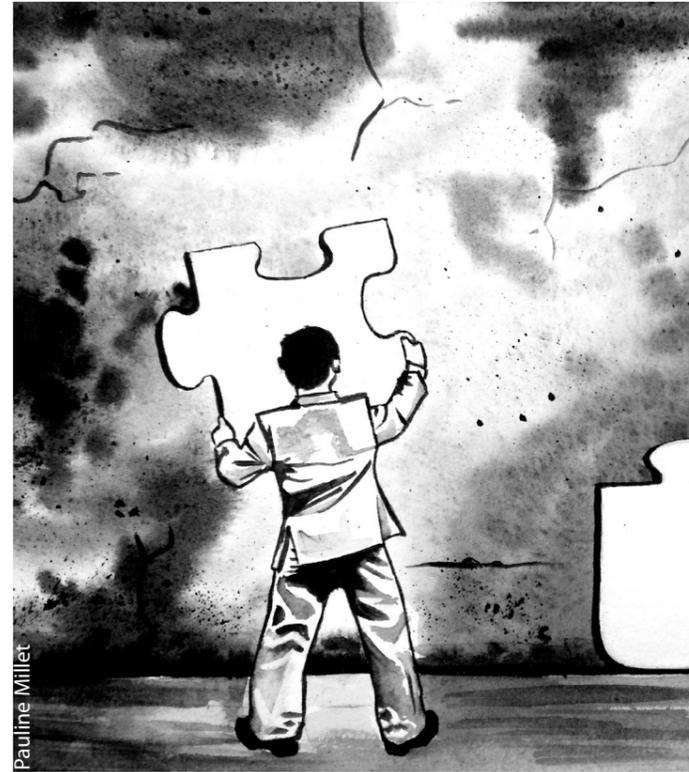
Pour une distinction entre Histoire et éducation civique

Justement, ces lois mémorielles peuvent-elles aussi être considérées comme une forme d'enseignement de l'Histoire ? Quel rôle l'historien doit-il adopter durant le processus de leur écriture ?

C'est une question très complexe. Je pense qu'il faut radicalement séparer mémoire et Histoire. Nous ne sommes pas là, nous historiens, pour obéir à des injonctions mémorielles. Je suis partisan d'une distinction claire et nette entre ces deux entités. C'est pour cette raison, d'ailleurs,

L'ENSEIGNEMENT POL

F. Fillon a récemment annoncé qu'il voulait « réécrire la France pour la concevoir comme un récit national ». Cette idée a déjà été apparue au XIX^e siècle, mais fait son retour en force aujourd'hui. Ainsi, comme le résume la formule en tête de page, nous devons aimer la France parce que la nature l'a faite belle. La plupart des historiens et des enseignants, comme nous, nous opposent avec fermeté à cette perception politique de l'Histoire et souhaitent qu'une part de roman demeure dans



Pauline Millet

que je suis souvent gêné par les récents programmes, non pas d'Histoire, mais d'éducation civique. En effet, il se trouve que cette dite "instruction civique" est enseignée par les professeurs d'histoire-géographie. La figure de l'historien est forcément associée à celle d'un gardien des droits et devoirs du citoyen. Et alors, que constater sinon que le rôle de l'historien frôle la transmission d'une espèce de propagande du modèle républicain, d'un enseignement forcé ?

Propos recueillis par **Cassandra Begous**

Changer le cours de l'Histoire

• LOUIS BARCHON •

Sil existe bien un élément qui frustre l'étudiant en Histoire, c'est d'apprendre qu'à l'université, sa discipline est compartimentée en différentes catégories. Tel un puzzle dont on sépare chacune des parties sans les lier, voilà notre élève bien insatisfait de ne pouvoir créer des passerelles entre les milliers de pages non synthétisées auxquelles il doit faire face, sans pour autant retenir une thèse globale permettant d'unir ces travaux autour d'une même idée. La curiosité de l'amateur, en plus de se confronter aux disputes toutes politiciennes entre écoles historiques (notamment l'ENS, la Sorbonne et Sciences Po), doit aussi faire face aux conflits intestins de l'université, s'exprimant entre périodes et catégories, qui ne favorisent pas l'interconnexion des sous-disciplines historiques.

Il faut d'abord y voir l'effet indirect des soutenance de thèse, exacerbé par le mécanisme conservateur de la cooptation. En France, une thèse, pour être poursuivie et permettre de prétendre à un grade de docteur, doit servir les recherches d'un directeur de thèse, pour lequel les travaux de l'étudiant seront utiles. Circonscrivant exagérément les champs d'étude à ceux déjà traités par les professeurs d'université, les conséquences directes en sont tout d'abord un retard sur les progrès de la recherche disciplinaire au niveau mondial, mais surtout la promotion de micro-histoires aux intérêts strictement universitaires. Compris comme un fonds d'investigation pour les chercheurs futurs, la thèse reste alors limitée à un domaine spécifique lié à la spécialité d'un directeur de thèse : ainsi, on se retrouve avec des monographies dispensables sur « l'apport de la culture celte aux comptoirs français de l'Océan Indien », et non pas

avec une histoire de la piraterie digne de ce nom, faute de professeur en ayant fait son objet de recherche. Plus grave encore : la France ne place qu'une attention subsidiaire aux civilisations étrangères, d'où la pauvreté, particulièrement visible à la Sorbonne, pourtant référence française de la recherche, des cours portant sur des pays non francophones, que ce soit dans leurs rapports à la France ou non.

Parler du passé de tous ce n'est pas nier la France, c'est respecter sa culture

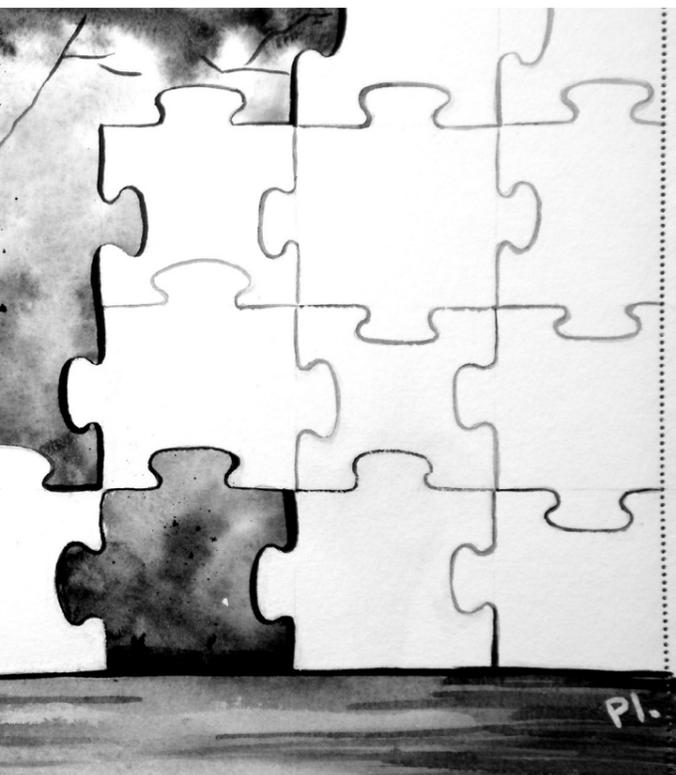
La France est-elle condamnée à rester franco-française, que ce soit dans la forme ou le fond de sa pratique universitaire ? Il est clair que le peu d'entrain à s'attaquer aux sujets du genre, des *subcultures*, de l'histoire militaire ou de l'histoire globale peut laisser coi, là où la recherche anglo-saxonne s'est attelée depuis plusieurs décennies. Pas étonnant alors que la France, à son habitude, ressasse son âge d'or en ressortant la méthode éculée de l'École des Annales. L'Histoire a une responsabilité envers la société politique : son étude est héritière et vectrice de l'esprit du temps, et par conséquent les historiens, en exprimant par leurs recherches leurs engagements, vont avoir une incidence sur leurs lecteurs et sur le discours politique en général. Que penser alors d'une Histoire d'arrière-garde, manipulée, disséquée au sécateur de la démagogie électorale, et tout aussi coupable, d'une Histoire certes objective, consciencieuse, mais

obtus, gargarisme implicite d'un entre-soi universitaire ? Car en effet, c'est là que réside toute la problématique historique. Certes, l'historien n'est qu'un homme, mais il doit tout de même aspirer à l'objectivité, et non pas seulement par sa bonne foi. Certes, le protectionnisme culturel français est davantage la cause que la conséquence d'une étude de l'Histoire étroitement nationale, mais il n'en reste pas moins que ses conséquences sont lourdes quant à son enseignement, dès le collège. Certes, le système n'est pas là pour nous aider, mais soyons plus exigeants envers nous-mêmes et envers ce que nous voulons de l'Histoire, pour qu'enfin elle puisse redevenir non pas seulement un outil d'intégration sociale, mais surtout la porte à l'ouverture intellectuelle de la jeunesse, et par elle de toutes les générations.

Parler du passé de tous, ce n'est pas nier la France, c'est la respecter dans ses valeurs. On trouve bien des histoires monumentales de la France et de l'Angleterre, des histoires économiques, sociales, culturelles, scientifiques de chaque pays, ou encore des thèses portant sur leurs interactions, notamment diplomatiques. Cependant, la dernière étude comparée, synthétique, se concentrant donc sur les divergences et convergences entre les deux pays, remonte à... 1832. C'est donc à nous de nous lancer dans l'épopée de la diversité, à travers l'étude conjointe des pays et des cultures, dont on pourrait tirer toute la sagesse, la tolérance, la modestie et la maturité dont notre siècle a besoin : c'est ce que j'ai décidé d'appeler la *transculturalité*. L'historien est un prophète qui regarde dans le passé. Et à grands pouvoirs, grandes responsabilités. Car après tout, l'Histoire est ce qu'on en fait. ✎

POLITIQUE DE L'HISTOIRE

Écrire les programmes d'Histoire avec l'idée de les mettre en avant la geste des hommes d'État est une force parmi politiques, historiens et vulgarisateurs. Manuel d'Histoire de France de Lavis, « Enfant, tu es belle et parce que son histoire l'a faite grande ». La Guillaume Le Quintrec interrogé à la page 4, s'oppose à la discipline, tandis que les hommes politiques défendent la discipline, tel que Thomas Laval à la page 5.



Peut-on commémorer dans l'ignorance ?

• RITA LACAISSÉ •

Dans notre société, l'effort de reconnaissance des événements dramatiques contraste fortement avec les négligences qui entourent l'enseignement de l'Histoire. Parallèlement au développement des « lois mémorielles », à partir des années 1990, l'Histoire a été la première discipline à faire les frais de la réduction du budget consacré à l'enseignement, en devenant notamment une option pour les Terminales S. Il faut attendre la loi Taubira, qui reconnaît l'esclavage comme un crime contre l'humanité, pour qu'un lien soit établi avec l'enseignement de l'Histoire. Il est apparu possible, et même souhaitable, de satisfaire le besoin des populations de reconnaissance, sans passer par l'effort de connaissance. La phrase prononcée par un inspecteur de l'Éducation nationale à l'occasion d'un colloque sur l'enseignement de la guerre d'Algérie, donné en présence du ministre de l'époque, Jack Lang, résume l'idée de cette dissociation : « La classe et l'établissement sont des lieux de connaissance et non pas de reconnaissance, de vérité et non pas d'identité, de savoir et non pas d'injonctions. » Cette parole peut décontenancer, parce qu'elle oublie un peu facilement les minutes de silence ou les témoignages de résistants que nous infligeons régulièrement aux élèves. Elle choque également parce qu'elle laisse entendre que la mémoire serait porteuse de mensonges. Cependant, il est nécessaire de s'interroger sur le rôle réciproque de la science et de la mémoire. Les individus découvrent les liens entre les travaux parcellaires des historiens en les emboîtant et, une fois ce travail réalisé, peuvent apporter une hauteur de vue et obtenir la reconnaissance des souffrances passées et présentes.

Seulement, impatients qu'ils sont, il arrive plus couramment qu'ils procèdent en regardant d'abord sur la boîte du puzzle le résultat auquel ils veulent parvenir, et en forçant les pièces du puzzle entre elles, ils obtiennent un dessin dont l'harmonie est à peine diminuée : il faudrait l'observation scrupuleuse d'un scientifique ou, de façon plus malveillante, de quelqu'un qui s'oppose à ces représentations sociales, pour constater les inexactitudes historiques. Le débat qui a opposé les historiens aux populations sur la qualification de la traite négrière comme

un génocide illustre cette situation. Les uns n'aiment pas subir d'injonctions, les autres veulent donner un sens profond aux événements, quitte à forcer le trait et, comme souvent, il est apparu impossible de faire saisir l'horrible réalité sans ajouter une part de fiction. Pourtant, il n'est pas nécessaire de travestir les faits pour reconnaître les souffrances causées par l'esclavage. La querelle sémantique démontre, outre la « concurrence mémorielle » qui peut opposer certaines communautés, que celles-ci peuvent se tromper de cheval de bataille.

Le génocide désigne un programme politique d'extinction d'une race. Se focaliser sur ce terme équivalait donc à se placer du côté des intentions des criminels, et par là même à s'éloigner de l'horreur qui a été bien supérieure au projet qui ne visait que l'asservissement. À force de tout voir à travers le prisme du XXe siècle, les revendications ont ignoré qu'il pouvait y avoir un crime massif sans génocide. Cette situation a été provoquée par l'insuffisance des commémorations officielles, et une population avide de reconnaissance a décidé de prendre les devants en accolant le terme de génocide à l'esclavage et à la traite négrière, au risque d'abaisser le niveau de connaissances historiques. *L'esclavage a trop longtemps été passé sous silence* ; la créativité des artistes permet d'espérer une représentation juste et émouvante de la question. En l'absence de sépultures, nous avons fait le « Mur des Noms ». Que faire, lorsque les corps et les noms ont disparu ? Et quand bien même les noms seraient restés, peut-on reprendre les noms d'adoption, ceux attribués par les propriétaires d'esclaves ? La difficulté consiste alors à exprimer le déracinement sans dénigrer les sociétés qui ont émergé depuis. Les lois mémorielles viennent entériner et conforter les représentations sociales ; cependant, elles consistent à promouvoir une histoire officielle peu conforme à l'esprit d'indépendance des scientifiques. Ainsi, des historiens qui vivent trop longtemps coupés des attentes des populations risquent de se voir substituer des discours amateurs voire politiques. La séparation de la recherche scientifique du devoir de mémoire ne conduit pas tant à l'indépendance des historiens qu'à leur disparition de l'espace public.

« L'enseignement ne doit pas détruire la Nation »

THOMAS LAVAL et ANTOINE CHUDZIK sont respectivement président et vice-président du FN Sciences Po. Ils sont également tous deux Conseillers régionaux, et assistants de Sophie Montel au Parlement européen.

Le 28 avril, le Conseil supérieur des Programmes présentait dans son rapport d'activité deux objectifs : assurer une double mission d'instruction et d'éducation. L'ambition est de fournir objectivement un ensemble de connaissances aux élèves, tout en les guidant dans cet apprentissage. L'Histoire relève-t-elle selon vous d'une science, ou d'une morale politique ?

Thomas Laval : Pour comprendre les enjeux de la discipline, il est indispensable de distinguer deux niveaux d'enseignement. D'une part l'école, le collège, le lycée, d'autre part le milieu universitaire. Dans ce dernier cas, l'enseignement doit répondre à une ambition d'impartialité. La vocation de recherche attribuée au cycle supérieur impose un besoin d'objectivité scientifique, et un croisement des sources, lesquels sont, par ailleurs, adressés à des esprits mûrs. À l'inverse, enseignée à de jeunes élèves, la discipline devrait se concentrer sur la citoyenneté. Chargée d'émotion, elle est un élément clé dans la constitution du sentiment d'appartenance nationale. Aussi devraient être instaurés dans les programmes du premier cycle des « focus » sur des personnages qui ont marqué l'histoire du pays (Charlemagne, Napoléon, Charles de Gaulle...) ainsi qu'une approche chronologique. Celle-ci viserait à rendre compte du processus de construction de la France, tout en stimulant la fierté de ses jeunes citoyens.

C'est un préjugé qui fonde la critique du roman national

L'Histoire en tant que reconstitution du passé est un enjeu mémoriel. Comment tirer profit de son enseignement sans tomber dans une manipulation historique, qu'on associe souvent au concept critique de « roman national » ?

Thomas Laval : Tout est question d'équilibre. Il ne s'agit pas de tomber dans les extrêmes du type « faire de l'histoire de la France un mythe sans faille ». Il convient de ne pas passer

à la trappe des pans entiers de l'Histoire, tels que celui de la collaboration. Il ne s'agit pas non plus de travestir l'histoire de France et de limiter l'après-guerre à Vichy et à Pétain, ou bien encore de réduire, comme dans les programmes cette année, l'avènement de la France en tant que puissance à la traite négrière et au colonialisme. Je crois que la critique du « roman national » se fonde sur un préjugé : on associe le nom « nation » à un embryon des rivalités à venir. Or ce raccourci est une grossière erreur, que le FN tente de corriger. Par « nation », nous entendons « paix », non pas conflit. Pour accéder à cette paix, il faut s'éloigner de facteurs de tensions tels que l'UE et enseigner fièrement l'histoire de la nation. J'ajouterai que le CSP fait lui aussi, derrière des airs neutres, un choix politique. En se concentrant sur une histoire post-nationaliste, le conseil privilégie des thèmes tels que l'Afrique médiévale et l'Asie médiévale. Or ce faisant, ils écrivent à leur manière un roman mondialiste !

Une politique masochiste qui culpabilise la France

Quel rôle l'éducation nationale devrait-elle jouer dans l'élaboration des programmes ?

Thomas Laval : L'éducation nationale ne devrait pas être partisane d'un mouvement politique qui dévalorise la France. Or on sent bien qu'il y a une sorte de politique masochiste qui vise à culpabiliser les Français, à leur montrer que leur histoire se réduit à une série de guerres, à des hommes non-civilisés, qui n'avaient que comme objectif d'entrer en conflit avec leurs voisins.

Antoine Chudzik : Et puis, peut-être devrait-elle prendre la responsabilité d'écrire les programmes scolaires, et de ne pas déclarer avec hypocrisie que le choix de leur contenu est fait par un organisme indépendant de l'État. Le président du CPS Michel Lussault est engagé politiquement, mais il ne joue pas le meilleur des rôles : il devrait revoir son approche mondia-

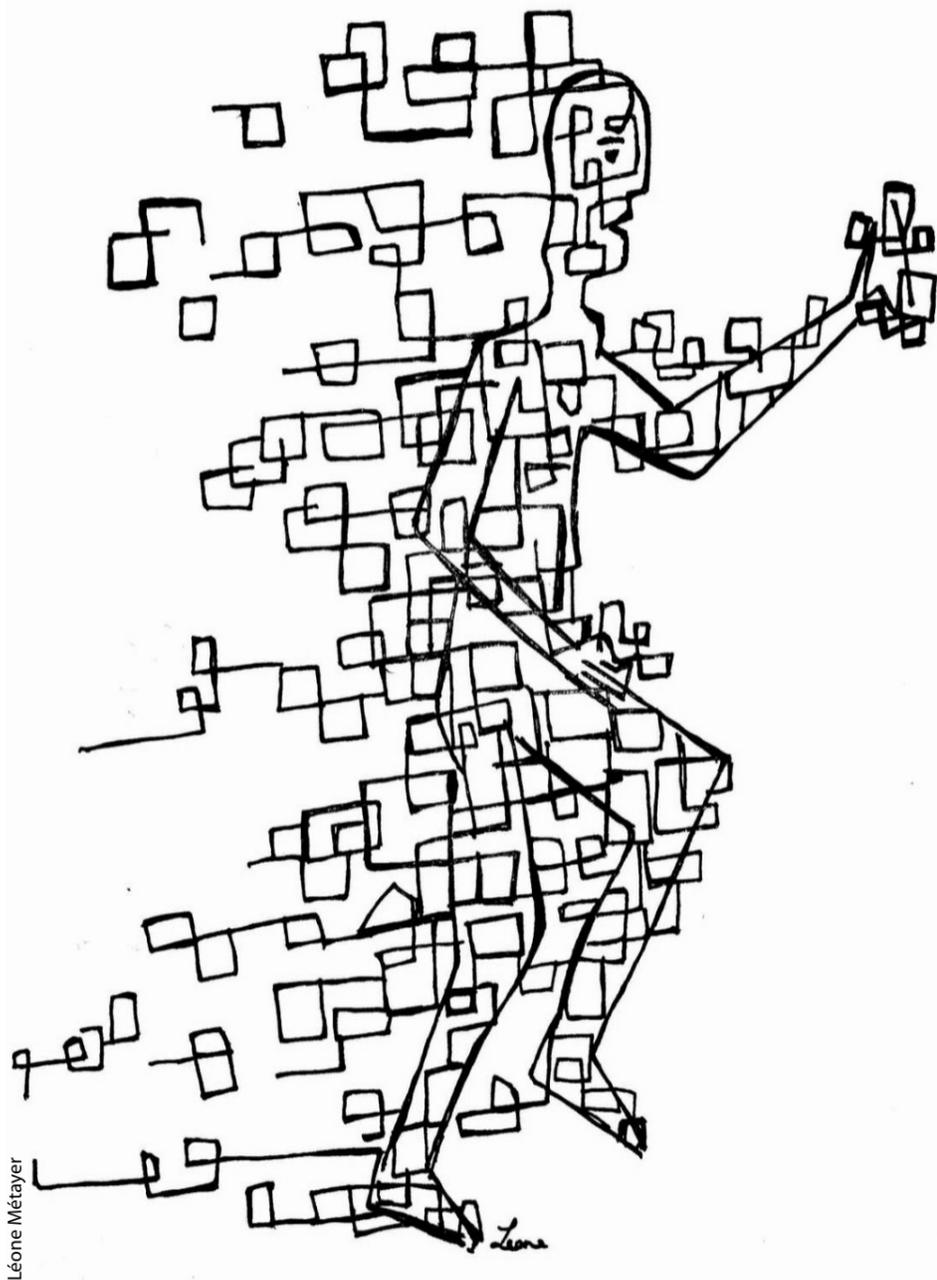
liste des programmes et choisir de faire connaître notre patrie, aimer notre pays et son histoire avant d'ouvrir les élèves aux autres nations.

L'enseignement de l'Histoire reflète l'image que l'on se fait d'une nation. Qu'est-ce que cette discipline révèle de l'état actuel de la France ?

Thomas Laval : La discipline révèle plusieurs choses. Une scission entre les élites et le peuple, tout d'abord. Celle-ci s'exprime dans la manière d'appréhender ce qu'ils partagent, leur pays. L'élite tente d'avancer une idéologie mondialiste, déconstruisant la France, tandis que le peuple, lui, conserve une fierté nationale. Avec un tel enseignement, l'avenir de l'amour patriotique est mis à mal. Et ceci, à cause d'une seconde observation : la nette infiltration d'une influence néo-libérale dans la sphère éducative. Le mondialisme est l'objectif premier de la France. On cherche à s'ouvrir à l'Union européenne, puis au reste du monde, car on remet en cause l'idée selon laquelle la France a la maîtrise de son destin. On fait croire qu'il est indispensable de la remettre à une autorité supérieure, la Commission européenne. Preuve en est, l'enseignement de la géographie suit la même politique que l'histoire : aujourd'hui, elle se fonde sur l'idée d'un monde multipolaire, en relayant au second plan le nom des fleuves de France, des massifs, des Dom-Tom, et toutes nos caractéristiques nationales. Qui apprend aujourd'hui en primaire que la France est la deuxième puissance maritime mondiale ? Personne. La fierté d'être français doit être conservée sans être noyée dans les principes qui la nient. La France n'est pas un pouce sur la carte, et elle ne saurait se résumer à 1% de la population mondiale.

Propos recueillis par Étienne Rabotin et Victoire Barbin Perron

Poursuivez le débat en nous écrivant à redaction.lagazelle@gmail.com



Léone Métyer

À l'épreuve de Macron

• FRANCK NGUETSOP MELAGA •

Emmanuel Macron se présente comme l'innovateur politique majeur des prochaines années. Son objectif nettement affiché est de faire disparaître les divergences qui ne sont plus, selon lui, qu'apparentes entre une gauche de plus en plus tentée par le social-libéralisme et une droite abandonnant l'étatisme gaulliste. S'agit-il d'un changement majeur véritable ou d'un simple spectacle auquel nous ont déjà habitués d'autres libéraux comme Alain Madelin ?

La gauche et la droite représentent un clivage qui a perdu son sens

La scène politique actuelle apparaît comme un puzzle aujourd'hui impossible à déconstruire, morcelé, comme si la mécanique politique était trop bien huilée et qu'il était impossible d'en modifier la configuration. Un puzzle politique qui s'est constitué progressivement, approximativement à partir de la Révolution française pour les uns, ou de la Restauration pour les autres, comme Marcel Gauchet, autour de réactions à certaines décisions du pouvoir royal, de valeurs et de personnalités emblématiques telles que Chateaubriand et Tocqueville (à droite), ou Ledru-rollin (à gauche). Ce clivage entre la gauche et la droite s'est introduit dans le système politique français jusqu'à y être complètement ancré

aujourd'hui, preuve que cette opposition idéologique est au cœur de notre système politique. Mais devons-nous fonder notre système politique sur une représentation binaire et obsolète ?

Il faut savoir qu'à la genèse de cette opposition binaire, la complexité de la réalité sociale et économique était moindre, et les enjeux beaucoup plus importants (la potentielle émergence d'une véritable démocratie libérale). Maintenant que nous vivons effectivement au sein d'une démocratie libérale et que nous avons atteint un niveau de développement économique et administratif important, ce débat n'a vraisemblablement plus lieu d'être. Bien évidemment, il serait irréaliste de nier les valeurs, les principes qui régissent ces groupements politiques ; mais ces valeurs sont aujourd'hui beaucoup plus transversales qu'autrefois. En clair, il est à présent tout à fait possible de se reconnaître dans les valeurs de solidarité (considérée comme relevant de la gauche) et d'autorité (valeur supposément de droite). Le problème majeur avec ce clivage, c'est qu'il est principalement idéologique et se fonde sur un corpus d'idées. Et l'idéologie ne s'adapte pas forcément à l'évolution de la réalité.

Au vu des élections présidentielles à venir et de la relative crise politique actuelle, il convient de se demander si un espoir de changement dans le paysage politique actuel existe. Si oui, peut-il

Reconstruire le puzzle post-soviétique

L'homme à la tête de la Russie affiche son rêve de reconstruire une Grande Russie englobant les visions rouge et blanche, jouant autant sur le plan de l'intégration économique et politique que sur le plan militaire.

• CLARA MARCHAUD •

La nostalgie de la Grande Russie. Le 25 avril 2005, lors de son adresse annuelle à l'assemblée fédérale des deux chambres de la Fédération, Vladimir Poutine proclamait solennellement que la chute de l'URSS « était le plus grand désastre géopolitique du siècle ». Ce n'est pas l'idéologie marxiste que regrette le président russe. À travers ce discours, le chef d'État exprimait sa nostalgie toujours actuelle du plus vaste État du monde qui comptait près de 300 millions d'âmes en 1991 et qui, aujourd'hui, n'en compte plus que 143. Dans cette adresse, il visait « l'aspect humanitaire » du démantèlement du puzzle soviétique : « 25 millions de citoyens soviétiques, des Russes ethniques se sont retrouvés hors des frontières de la nouvelle Russie. » Cependant, les pièces du puzzle ne sont pas si nettement découpées, car elles sont issues de migrations datant de différentes époques. Bien avant 1917, l'expansion des frontières de l'Empire russe amenait déjà des colons russes en Ukraine ou au Kazakhstan.

Pendant la période soviétique, les transferts de main-d'œuvre organisés par l'État sont extrêmement nombreux. Ainsi, le pouvoir soviétique met en œuvre un système de distribution de la population selon les besoins en main-d'œuvre, l'Orgnabor. Ce système permettait d'unifier les territoires de l'Union grâce au russe, la langue de communication entre les différentes ré-

publiques. Aujourd'hui, alors que la Russie est multiethnique et multiconfessionnelle, Vladimir Poutine définit l'appartenance identitaire hors des frontières de la Fédération de Russie par l'utilisation de la langue de Pouchkine (et/ou par la religion orthodoxe). La volonté de l'ex-agent du KGB de reconstruire un empire qui a toujours eu un poids important dans le monde est servie par cette vision.

Les tentatives politiques et économiques eurasistes. La doctrine de Vladimir Poutine, mélange de slavophilie et d'eurasisme, tend à rassembler le puzzle soviétique. Déjà lors de la chute de l'URSS, la Russie voulait conserver une influence sur son « étranger proche », concept utilisé par le gouvernement de Boris Eltsine pour désigner les anciennes républiques soviétiques désormais indépendantes. L'incarnation la plus connue de cette volonté de garder la mainmise sur « l'étranger proche » est la Communauté des États Indépendants, organisme flou créé en 1991 alors que les indépendances se succèdent. Tentative de reconstruction par laquelle la Russie est contestée, le projet d'intégration économique et politique fonctionne mal. Ce manque d'efficacité est la conséquence de réticences internes. Certains pays font alors le choix de se tourner vers l'Union européenne, l'OTAN, ou vers des organisations subrégionales comme l'Organisation pour la démocratie et le développement

(Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) qui regroupe les pays craignant la menace russe. Au-delà de la CEI, la tentative de reconstruction de l'espace post-soviétique va plus loin avec l'Union économique eurasiatique, même si les officiels se défendent d'avoir pour elle une ambition politique. Entrée en vigueur en 2015, elle est le prolongement de l'Union douanière mise en place depuis 2010 par les trois pays fondateurs : Russie, Biélorussie et Kazakhstan. Le projet d'intégration économique inspiré de l'Union européenne et qui engage les pays membres à garantir la libre circulation de biens, de services, de capitaux et de travailleurs, peine pourtant à se dessiner.

Les sanctions militaires pour les réticents. En théorie adepte du soft-power, la Russie souligne sa volonté de faire soumettre son étranger proche sans utiliser les mêmes méthodes qu'à l'époque de l'Union soviétique. Moscou utilise sa place de puissance économique et commerciale pour faire du chantage à ceux qui oseraient s'éloigner de la mère patrie, comme en témoignent la crise du gaz en Ukraine en 2006 et 2009 ou encore l'embargo sur les produits géorgiens et moldaves. Mais cette politique de chantage économique ou énergétique ne suffit parfois pas à calmer les velléités des voisins du grand frère russe. Moscou a vu d'un très mauvais œil les révolutions colorées comme la Révolution des roses en Géorgie en 2003, la Révolution

orange en Ukraine en 2004, ou encore la Révolution des tulipes au Kirghizistan en 2005, qui ont toutes renversé un gouvernement proche de Vladimir Poutine. L'argument des 25 millions de Russes dans le voisinage proche devient une excuse pour une politique d'ingérence. Surnommé pendant l'époque tatariste « Malorossiya » (la petite Russie), l'Ukraine est le dernier pays en date à avoir fait les frais de la doctrine Poutine. Ainsi, en 2013 et 2014, la révolution de l'Euromaïdan a engendré la destitution du président pro-russe Viktor Ianoukovitch qui avait refusé de signer l'accord d'association avec l'Union européenne. Cet affront du pays de la Mère de toutes les villes russes a été sanctionné militairement *incognito* en mars 2014 avec l'annexion de la Crimée, péninsule « offerte » en 1954 par Khrouchtchev à la République socialiste soviétique d'Ukraine. Invoquant l'oppression des populations russophones par le nouveau gouvernement des « fascistes de Kiev », Vladimir Poutine a poursuivi sa conquête de l'Ukraine en avril 2014 en entamant la guerre dans le Donbass. Alors que se profilent de nouvelles élections en 2018, l'attitude expansionniste du président russe n'est que très peu contestée. Ainsi, la majorité des Russes soutiennent la politique du péterbourgeois et ce malgré les difficultés économiques qu'elle entraîne. Le rêve impérial de reconstruire le puzzle post-soviétique ne semble pas près de s'éteindre.

réellement changer la donne ? C'est à ce stade qu'intervient l'analyse du phénomène Macron, afin d'essayer de déterminer ses véritables intentions politiques et de savoir si oui ou non, ce dernier souhaite déconstruire le puzzle politique actuel pour en définir un nouveau. Macron, véritable volonté de renouveau ou simple ambition personnelle ?

Nous pouvons sans nul doute affirmer que l'ancien énarque apporte un renouveau significatif avec lui. Son relatif jeune âge, sa réflexion aiguë, son magnétisme, bref, sa personnalité, font de lui un personnage politique très original. Cependant, Macron n'a rien inventé, c'est un libéral assumé, adepte du pragmatisme et se parant de l'adjectif de *réaliste*. Il souhaite dépasser le clivage actuel pour proposer des idées nouvelles. Certains comportements politiques sont obsolètes et manquent de bon sens, car ils se plient à une idéologie particulière pour des raisons électorales. La question n'est donc pas de savoir *si* il faut être de droite ou de gauche, mais globalement *quand* il faut l'être. Une société démocratique présuppose la divergence d'opinions et de point de vue, c'est pour cela qu'il est plus que tout nécessaire de trouver un compromis dans la prise de décision politique, compte tenu des critères que le décideur politique s'est fixés. À titre d'exemple, ce compromis était nécessaire dans le cas de la loi Travail, où le législateur a essayé de concilier deux volets : la flexibilité du marché du travail et la sécurité de l'emploi. Le compromis est sans doute la chose la plus compliquée et fastidieuse à trouver en politique, mais il est nécessaire de l'envisager, afin d'atteindre un certain optimum.

Macron l'ambidextre peut-il remodeler l'échiquier politique ?

Le fondateur d'*En Marche !* a principalement deux atouts. Premièrement, sa formation philosophique lui a légué de véritables convictions (égalité des chances, justice sociale, liberté d'entreprendre) qui se ressentent dans son discours politique. En atteste son projet d'une *société d'entrepreneurs* qui redonnerait aux individus de réelles perspectives d'avenir. Ensuite, son expérience en tant que banquier d'affaires chez Rothschild et sa fonction ministérielle lui ont permis de côtoyer de nombreux acteurs de la vie économique, notamment les entreprises. S'il n'est évidemment pas un acteur de terrain permanent, il connaît la réalité des entre-

prises, et surtout l'état d'esprit d'un chef d'entreprise ; il peut donc s'exprimer sur le sujet avec une certaine expertise.

Malgré ses atouts qui en font un candidat pour le moins original, l'ancien banquier est conscient que le changement ne sort pas de nulle part, et que le flux médiatique implique qu'il doive se plier à certaines règles. C'est le jeu. Les pièces du puzzle sont solidement fixées, et Macron, s'il en a l'intention, ne peut les détacher qu'avec parcimonie. Créer son propre *mouvement* est déjà une innovation, symboliquement parlant, car cela montre sa volonté de s'affranchir des structures politiques usuelles. Mais dans les faits ce dernier fonctionne comme un parti, et Macron fait littéralement de la politique en se pliant à ses codes. Macron parle comme un politicien, bouge comme un politicien, et réfléchit comme un politicien. Rien n'est laissé au hasard et Ismael Emelien (chargé de communication d'*En Marche !*) ainsi que les autres collaborateurs de l'ancien ministre préparent minutieusement toutes ses apparitions et tous ses discours. Du look décontracté à l'anticipation des questions, en passant par des phrases typiquement politiques et sans profondeur ainsi qu'une critique des anciens conservateurs et des vieilles structures politiques, tout est calculé. En clair, sur le plan de la communication et de la stratégie, Macron ne fait pas de la politique autrement.

Macron l'ambidextre ne peut donc totalement déconstruire le puzzle politique, ni en créer un autre de toutes pièces, mais il peut progressivement remodeler les blocs pour les reconfigurer à sa manière. Si Macron est élu, la possibilité néfaste selon laquelle il pourrait favoriser trop fortement les entreprises existe, mais les deux grandes lois du quinquennat hollandien sur le plan économique (fortement soumises à l'influence de Macron) démontrent que Macron a un minimum de considération pour la protection et les avantages des salariés (l'accord de maintien pour l'emploi, issue de sa loi, qui empêche l'employeur de licencier durant une période de cinq ans si l'entreprise connaît des difficultés, en est la preuve). Macron joue-t-il à la comédie politique pour mieux tenter de la contrecarrer ? Joue-t-il avec le puzzle de la politique pour le changer par la suite ? Personne ou presque ne le sait vraiment, mais espérons qu'Emmanuel Macron aura le courage de continuer à construire son propre puzzle et d'apporter un réel renouveau. ✎

Mille et une primaires et aucun président

• EVA FOUREL •

La fin de l'année 2016 s'annonce rude et éprouvante des deux côtés de la vie politique française. La perspective de prochaines primaires multiplie les candidatures parfois inattendues mais souvent carriéristes. Le château de cartes partisan se trouve obligé de revoir sa configuration pour faire émerger le nouvel homme providentiel. On cherche le meilleur présidentiable de chaque côté, quand le président candidat n'a plus que très peu de chances. La plupart des partis actuels sont concernés par le manque de leadership spontané, mais ils n'abordent pas nécessairement ce problème de la même façon.

Chez les socialistes ? Le Parti socialiste est le premier à incorporer le mécanisme de la primaire au système français. Gérard Grunberg dit que « *la sélection du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1995 a représenté pour le Parti socialiste un enjeu aux multiples dimensions. Il ne s'agissait pas seulement de désigner un candidat. La fin du cycle d'Epinay, annoncée par le départ prochain de François Mitterrand, avait ré-ouvert, depuis quelque temps déjà, la question du leadership socialiste* ». Si la question des présidentielles est généralement un problème de stature, Lionel Jospin est néanmoins désigné par un scrutin interne en 1995. Mais ce scrutin n'avait pas pour objectif d'inaugurer une quelconque tradition. Il devait simplement légitimer le choix de L. Jospin plutôt que d'H. Emmanuelli, en l'absence du Président de la Commission européenne J. Delors, seul susceptible de l'emporter au second tour face à Jacques Chirac (*Lionel raconte Jospin*).

À droite, une rupture avec la tradition gaullo-bonapartiste

Chez Les Républicains ? Suscitant une large participation, l'entreprise innovante semble avoir séduit Les Républicains. L'idée est de renforcer la légitimité des candidats au-delà de la procédure de parrainages déjà lourde, d'abord au sein du parti, puis auprès des élus. On peut comprendre cet engouement pour les primaires comme une tentative de réponse à la crise de légitimité du modèle représentatif. De manière inédite dans le cadre de l'élection présidentielle se tiendra une primaire de la droite et du centre les 20 et 27 novembre de cette année. Cette fois, la course aux faveurs de François Bayrou, qui avait dynamisé l'entre-deux-tours de 2007, devrait être évitée au détriment de la gauche puisque le président du MoDem s'est d'ores et déjà prononcé en faveur d'Alain Juppé. À droite, on peut y voir une énième preuve de rupture avec la tradition gaullo-bonapartiste, celle du consensus efficace permettant d'offrir la présidence au candidat plébiscité, en d'autres termes l'union pour la majorité présidentielle.

Une logique de parti. On peut légitimement être surpris par cette évolution, et par le nombre de candidatures déposées, ayant passé avec succès l'épreuve des deux cent cinquante signatures. Celle-ci constitue en réalité un pas de

plus vers l'autonomisation de la vie politique, le retour à un parti de cadres. En effet, la légitimité d'un candidat ne repose plus exclusivement sur une adhésion des électeurs mais sur l'approbation préalable des responsables de son propre parti. Ainsi Nathalie Kosciusko-Morizet s'est publiquement insurgée de la manœuvre de ses concurrents, consistant à récolter davantage que les vingt signatures de parlementaires requises, afin de l'empêcher de se présenter, ainsi que l'obligation d'attester sur l'honneur d'adhérer aux valeurs de droite et du centre qui est censée empêcher les parrainages d'élus non étiquetés ou de gauche, sur lesquels elle aurait pu compter. On est frappé par le nombre de dissensions, fondamentales ou artificielles, entre les candidats d'un même parti, puisque le débat avait traditionnellement lieu en interne. Le vote est principalement déterminé par les thèmes de campagne des candidats.

Le premier tour ne deviendrait-il qu'un tour fantôme ?

Quelles sont les conséquences ? L'organisation de primaires ouvertes à tous les électeurs inscrits donne à ce scrutin des allures de premier tour d'une élection présidentielle (qui en compterait donc désormais trois). L'importation de primaires, à l'origine conçues pour l'élection indirecte aux États-Unis, dans le cadre d'une élection au suffrage universel direct avec un scrutin majoritaire uninominal à deux tours, peut faire craindre un premier tour de mascarade. Ce premier tour de l'élection présidentielle ne servirait alors plus qu'aux petits partis à exister le temps d'un soir, à déterminer les remboursements de campagne, aux partis extrêmes à se flatter de leur légitimité démocratique ou à fustiger un système qui ne leur laisse pas la parole.

N'oublions pas non plus que les amendements des modalités de l'élection présidentielle discrètement adoptés plus tôt cette année (loi ordinaire et loi organique du 25 avril 2016 de modernisation des règles applicables aux élections et à l'élection présidentielle) seront appliqués en 2017. Entre autres, le temps de parole sera fonction de la représentativité des partis, ce qui devrait contribuer à verrouiller un peu plus un système sclérosé face à une menace réactionnaire. Entre une gauche qui rêve d'une pâle imitation d'Obama groupies et une droite mettant en scène le choc « titanesque » des candidatures carriéristes, on peut craindre qu'aucun candidat ne sorte indemne de la lutte qui s'annonce sans merci. Ces primaires, ce sont avant tout six semaines de débats, de frémissement des instituts de sondage, et bien sûr, de slogans étudiés sur des tee-shirts dignes d'un concours Miss France. Alors, la dernière pièce manquante du puzzle politique qui se dessine progressivement pour 2017, c'est sans doute un vrai président, quelqu'un qui puisse mettre en pratique la dynamique de rassemblement que tous les candidats veulent s'approprier. ✎



WANTED : a missing name

Louis Vuitton Foundation has come up with a new solution to fight elitism in the artistic world. The efficiency of the much talked about "blind auctions" is still being discussed.

• CHLOÉ WREN •

In October of this year the Louis Vuitton Foundation organized blind auctions during its "Recto-Verso" exhibition. The latter was made up of the works of more than two hundred contemporary artists from all over the world. The principle? The author of each piece is kept hidden. Yet, in the contemporary art world, which, in the continuity of the modernist theory, tends to exclude the classical concepts of genre and to disqualify traditional aesthetic categories, a "name" acts as a powerful indicator of value. So, with a piece of the puzzle missing, how is one to decide of the value of a piece before buying? The auction and exhibition were organised in order to democratize the access to contemporary art, often viewed as a luxury restricted to the elite. The Louis Vuitton Foundation's idea was well intentioned, but the elitism was only perpetuated.

The contemporary art world answers to the laws of the free market. Yet, determining prices on it is essentially difficult. With originality, innovation, provocation and authenticity as the system's keystones, there exists no normalized or institutionalized indicators of value able to orientate actors' and, more specifically, buyers' decisions. Different theories have emerged regarding the complicated relation existing between price and value. Cultural economists have put forward that the contemporary art market functions like any other market. The end price is the result of the forces of supply and demand, with all agents maximizing their utility, be it the made up of aesthetic, social or investment value. This entails that there exists no distinction between price and value. In reaction to this approach two major humanistic

critiques emerged. The first one, known as the contamination model, believes that prices have contaminated the incommensurability of art and led to a deformation of art's main purpose and a lesser appreciation of its true quality. The second one, known as the independent spheres model, advances that aesthetic values cannot be explained in terms of any other values. However both of these approaches ignore the social factors that exist in price determination. Prices are embedded in social networks. Certain actors on the art markets have the power to decide and fix the prices of given artworks. These actors can be referred to as instances of legitimization. Among them the most influential are art sellers and dealers. They are responsible for the promotion, defense and commercialization of artworks, and their galleries act as filtration mechanisms for all art entering the market. Alongside art dealers, experts and critics also have the power to influence the prices on the market, by hinting at the quality and worth of certain pieces. Prices are also embedded in webs of meaning. Prices have cognitive and symbolic significations which influence actors' decisions. This involves a set of implicit rules concerning price determination, which in turn take the form of economic anomalies on the market. The first anomaly is the taboo concerning price decrease and the second the existence of a unique price for artworks of the same size by the same artist. Changing the rules of the game not only disorients agents but also influences the market's existing social structure and hierarchy. Prices also go beyond signaling. They structure the art world and contribute to future price situations. The level of prices grants statuses and organizes the relationships between

artists, dealers and collectors. Prices are interpreted as a direct translation of the intrinsic value of an artwork but also of the artist himself. The higher the price of an artwork, the higher the artist's symbolic status, then the higher his number of future sales and prices. The artist's name becomes a signal in itself. However this structure is founded on the actors' capacity to interpret price signals. The ability or not to understand the symbols of price divides the art world between scholars and profanes. Only the first have the necessary semiotic socialization needed to understand the cultural sense of prices. While many sociologists have shown that art appreciation is profoundly linked to a pre-existing disposition system, it seems that contemporary art reinforces this link. Because it is orientated towards form rather than content it is by essence unpopular. This has led to what some call the "Contemporary Art Crisis", understood as an inability to understand the codes that define the art world and therefore the feeling that it is a sphere reserved to a small elite.

By anonymizing the works and equalizing their starting price, not only did the Foundation believe this would limit the polarization around certain famous names, but it would also make art evaluation an affair of taste and no longer of capital. In reality, the absence of a piece of the puzzle did not stop the buyers from recognizing the resulting image. Style and technique were sufficient to hint at the artist of a piece, and thus to determine its value. However, the capacity to do so remained in the hands of the contemporary art world's scholars. Removing a piece from the puzzle only reinforces their perspicacity and sharpness of mind towards artwork which, for the profanes, often remains opaque.



2666, un roman à perte de sens

Quelle est la signification d'un roman qui semble ne rien dire ? 2666 enchevêtre les intrigues, joue avec notre curiosité, mais ne nous mène nulle part, sinon dans l'absurde de nos vies.

• ROMANE LE ROUX •

De septembre à octobre, la Cie *Si vous pouviez lécher mon cœur* joue au théâtre de l'Odéon l'adaptation théâtrale d'un roman bien particulier : *2666*. Ce roman est la dernière œuvre de Roberto Bolaño. Publiée en 2004, un an après sa mort, elle se compose de cinq parties. Chacune peut être lue séparément, bien que deux fils rouges traversent l'œuvre : la vie mystérieuse de l'écrivain allemand Benno von Archimboldi, né dans les années 1920 sur les bords de la Baltique, et la série d'assassinats de femmes commis à Santa Teresa, dans l'État du Sonora (Mexique), entre 1993 et 1997, série inspirée des crimes de Ciudad Juárez. Ces intrigues ont une allure d'énigme, que le lecteur entend naturellement élucider. Seulement, le mystère du roman persiste, son sens semble nous échapper perpétuellement. Mais en a-t-il vraiment un ?

2666 est un immense roman, fondé sur des récits-digressions enchâssés, formant un vertigineux précipice où chaque intrigue perd peu à peu son sens. Les pages s'enchaînent, les intrigues s'accumulent, sans que nous ne progressions jamais vers le double nœud central de l'œuvre. Le pacte de lecture de *2666* est décidément ambigu : jusqu'à la dernière page, le lecteur attend la réponse promise, mais cette dernière ne vient jamais. Quel sens donner à ces histoires, d'hommes et de femmes, de guerres et d'ennui, de crimes et de vagabondage ? Si elles ne convergent pas vers un même centre, pourquoi les avoir rassemblées dans un même roman ? Quel lien y a-t-il entre Juan de Dios Martínez, médiocre enquêteur mexicain, désabusé et alcoolique notoire, et Boris Ansky, un juif polonais émigré en URSS et dont Archimboldi trouve le cahier dans une isba, proche du Dniepr,

alors qu'il s'est échappé du front de l'Est, en 1944 ? À l'évidence, Bolaño cherche à éluder la résolution des deux mystères de l'œuvre. Pourtant, jusqu'à la dernière page, nous sommes amenés à penser que chaque intrigue va s'ordonner, prendre sens dans la solution du double problème : toutes les histoires, comme les minuscules pièces d'un immense puzzle, vont se mettre en place, constituer un tout cohérent, qui nous révélera le sens caché de l'œuvre, de son mystérieux titre, *2666*, nombre qui n'est jamais évoqué dans les quelques 1300 pages du roman. Cela n'arrive jamais. À quel jeu joue Bolaño ? S'il ne s'agit pas de résoudre un mystère, peut-être l'auteur veut-il placer la focale sur ses personnages. Faut-il voir dans *2666* un roman sur les hommes, sur leurs passions et leurs vies ? Les personnages de *2666* traversent l'existence avec une indifférence maussade, ne prêtant qu'une vague attention aux événements qui la composent. La mort, l'amour, le suicide, les crimes, les naissances, la guerre, peu leur importe : ils persistent à vivre, comme la mauvaise herbe repousse obstinément, ou comme s'ils étaient perpétuellement plongés dans un dialogue intérieur, soliloque sous-jacent, une trame de discours inaudibles qui soutiendrait l'œuvre dans son déroulement décousu. Mais ces monologues intérieurs nous restent interdits, comme un énième mystère dont nous n'aurons jamais la clé. S'agit-il alors d'une fresque mystique, peuplée de symboles indéchiffrables ? Bolaño est sans aucun doute fidèle à la tradition de la littérature latino-américaine, lorsqu'il flirte avec le réalisme magique, c'est-à-dire un fantastique sombre et à peine esquissé, ou encore lorsqu'il écrit un roman-fleuve, une fresque qui nous fait traverser le temps et l'espace, du Mexique à la

Sibérie. Mais, une fois de plus, il ne l'est pas vraiment, car à la différence d'un Gabriel García Márquez, ou d'une Isabel Allende, son œuvre ne trouve pas de résolution, d'achèvement, pas même dans la mort de ses personnages. De la même manière, chez ces autres auteurs, on décèle un « message », parfois confus, mais dont l'intuition et les contours persistent. À l'inverse, ce qu'il y a de profondément perturbant chez Bolaño, c'est son absence de discours, au cœur même d'une œuvre aussi riche : chaque fois que l'on tentera de saisir l'esquisse d'un sens, d'une affirmation, il démentira en nous riant au nez. En effet, *2666* pose des questions, mais ne répond jamais, et va jusqu'à dissoudre l'intérêt même de la question. Dans le fond, pourquoi voudrions-nous connaître la solution du mystère des crimes de Santa Teresa ? Pourquoi chaque récit devrait-il s'enchaîner dans un ordre cohérent ? Pourquoi *2666* devrait-il constituer un tout autonome, avec un début et une fin ? Construit comme un des paradoxes de Zénon, le roman s'annule de lui-même. Il se moque de la volonté de l'écrivain ; il raconte des histoires qui ne racontent rien, et nous plonge dans un embarras profond. Que faire d'un roman qui annule toute volonté de romancer, et

pourtant qui reste roman en dépit des nombreux codes qu'il brise, et qui de plus s'étend sur 1300 pages ? Alors, peut-être faut-il refuser de donner à cette œuvre un quelconque contenu. Et partant, en profiter pour en tirer un apprentissage. Comme le roman de Bolaño est noyé sous un flot de détails insignifiants, nos existences sont peuplées d'une forêt d'illusions fragiles, et bien que nous tentions de leur donner sens autant que possible, le mystère reste intact et une question lancinante, sous-jacente, se répète : dans le fond, à quoi bon ?

Einmal ist keinmal, écrit Milan Kundera dans *L'Insoutenable légèreté de l'être* : l'homme ne vit sa vie qu'une fois ; de ce fait, il lui manque un critère pour juger son existence, y distinguer ce qui est signifiant. *Einmal ist keinmal* signifie que l'on ne peut trouver un sens, ordonner chaque événement au sein d'un récit cohérent, car la vie n'est jamais pour nous une totalité achevée. Peut-être est-ce pour cela que *2666* nous embarrasse. Il nous met face à notre paradoxe, à nos existences composées d'une infinité de détails. Ce qui laisse deviner l'ampleur du défi que se lance Julien Gosselin, metteur en scène de *2666*.

ÉLAN

Directeur et garant social	Augustin Langlade	Rédacteurs	E. Sonntag, R. N. Lewis, A. Ferreira, C. Wren, R. Lacaille, E. Fourel, F. Nguetsop Melaga, C. Marchaud, L. Barchon, L. Truchetet, E. Rabotin
Rédacteurs en chef	Romane Le Roux et Victoire Barbin Perron	Webmaster	Catherine Pokrovskiy
Président honoraire	Mario Ranieri Martinotti	Siège social	89, rue de Cléry, 75002 Paris
Chefs de rubrique	Mélanie Laforestrie, Cassandre Begous, Hugo Guiraudou, Marie Durrieu	Imprimé à Condé-sur-Noireau	par Corlet Imprimeur SA
Directeur artistique	Alice Morel	Association régie par la loi de 1901	N° SIRET : 814 503 645 00016
Trésorier	Bertrand Bouet	Adresse mail	redaction.lagazelle@gmail.com
Relecture	Antoine Dumaine-Martet	Partenariats	SciencesPo
Illustrateurs	A. Charoud, Cyril Glerum, (Concepteur du logo-titre), P. Millet, A. Manca, P.I. Capalbo, L. Métaeyer		